

L'alphabétisation, seule solution à l'analphabétisme ?

Des actions collectives pour la prise en compte des personnes peu alphabétisées

Dans cet article, je relaterai diverses prises de conscience qui ont parsemé mon parcours comme animatrice en alphabétisation populaire au Québec. Je raconterai comment ces constats m'ont amenée à me questionner sur les solutions apportées à l'analphabétisme et sur les pratiques en alphabétisation. Ce faisant, je soulèverai l'enjeu de la reconnaissance des personnes peu alphabétisées dans les sociétés contemporaines. Enfin, je présenterai rapidement quelques exemples d'actions collectives pour la reconnaissance des personnes analphabètes ainsi que leurs impacts, dont le premier est une plus grande visibilité de cette communauté.

Par Esther FILION

Au début de ma vie professionnelle comme intervenante auprès des communautés à Montréal, mon choix de me diriger en alphabétisation était guidé par la possibilité que j'y voyais de donner des outils de base aux personnes afin qu'elles puissent connaître leurs droits dans toutes les sphères de leur vie et participer pleinement à la société. Je me disais que l'acquisition de compétences de base était incontournable quant à l'accès à l'emploi, au logement, à la culture et aux loisirs, aux services publics et médicaux, pour soutenir ses enfants dans leur parcours scolaire, etc. Cela me paraissait comme une voie d'intervention privilégiée, notamment pour son aspect préventif, puisque l'alphabétisation mettrait fin au cercle vicieux de la pauvreté et de l'analphabétisme. Suivant cette conviction, l'accès des adultes à l'éducation (et particulièrement à l'éducation populaire, dont les principes rejoignent davantage mes valeurs de liberté et d'équité) devenait mon principal cheval de bataille, politiquement parlant, tout comme il l'était pour diverses associations et fondations¹. J'endossais pleinement ce discours dominant lié à l'analphabétisme.

Pendant, au fil de mon parcours, j'ai pris conscience de plusieurs choses que je ne soupçonnais pas alors.

Tout d'abord, j'ai appris qu'une large proportion d'adultes analphabètes n'ont pas accès aux activités d'alphabétisation, que ce soit parce qu'ils travaillent, parce qu'ils ne connaissent pas les ressources, parce qu'il n'y a pas de ressources près de chez eux, parce qu'ils sont trop faibles physiquement ou moralement, parce qu'ils ont trop honte ou se sentent incapables. C'est à peine 5% des adultes analphabètes québécois qui utilisent une ressource d'alphabétisation².

Aussi, j'ai constaté que plusieurs adultes ont du mal à acquérir les notions d'alphabétisation et à les utiliser. Cette observation, que je qualifierais de relativement taboue, a trouvé écho dans la littérature française. En effet,

¹ Par exemple, pour le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (www.rgpaq.qc.ca/dossiers.php) et la Fondation pour l'alphabétisation (www.fondationalphabetisation.org/analphabetisme-les-causes/pistes-solution).

² Martine LETARTE, *Alphabétisation : l'adulte aussi a le droit de réussir*, in *Le Devoir*, 18 mars 2017, www.ledevoir.com/societe/education/494016/alphabétisation-alphabetisation-l'adulte-aussi-a-le-droit-de-reussir

certains auteurs avancent que s’alphabétiser constituerait un passage parfois insurmontable d’un monde de l’oralité à celui de l’écrit. Luc Villepontoux, par exemple, souligne que les deux cultures, écrite et orale, sont « *liées à deux pratiques du langage, attestées par deux types de maîtrise de la langue qui seraient aussi deux manières différentes de lire et d’interpréter le réel et par conséquent de construire le monde. Deux modes de structuration de la pensée aussi (...).* »³ Michel Dabène, quant à lui, amène l’idée que l’apprentissage de la lecture et de l’écriture constitue « *un problème d’inculcation, pour ne pas dire d’incorporation, d’une culture langagière qui se distingue foncièrement de l’oralité, autrement dit d’une mutation radicale dans les façons d’utiliser le langage, d’interagir avec autrui, d’acquérir des connaissances, de se construire à la fois en tant qu’individu et en tant qu’acteur social communiquant* »⁴. Pensons aussi que les adultes ont développé des habitudes ancrées solidement dans leur vie, des stratégies d’apprentissage et de débrouillardise, différentes de celles des personnes scolarisées, et qui sont très difficiles à changer après un certain âge. De plus, la pauvreté et ses conséquences (préoccupations constantes, stress, faim, maladie) ont des conséquences désastreuses évidentes sur l’apprentissage – si c’était le cas quand les personnes étaient enfants, ce l’est encore plus maintenant qu’elles sont adultes.

Ensuite, j’ai pris conscience de l’ampleur des souffrances vécues à la petite école. J’ai appris combien l’École a fait souffrir ces enfants de jadis et combien elle a échoué à inclure les enfants de tous les milieux. J’ai entendu combien ces enfants qui ont subi du mépris à l’école, aujourd’hui devenus adultes, en ressentent toujours, mais cette fois comme parents. Une recherche que j’ai menée avec un groupe d’alphabétisation⁵ (et qui m’a bouleversée) m’a en effet indiqué que la situation ne s’est pas beaucoup améliorée : une large majorité des témoins œuvrant dans les écoles visitées dans le cadre de la recherche portaient la responsabilité des difficultés des enfants de parents peu scolarisés sur... les familles. Le mépris pour les pratiques culturelles et familiales des milieux populaires était palpable. Les relations entre parents

³ Luc VILLEPONTOUX, *Préalable : Illettrismes, culture écrite, école et citoyenneté. Quels liens ? Quels rapports ?*, in Jean-Luc POUEYTO (éd.), *Illettrismes et cultures*, L’Harmattan, 2001, p. 27.

⁴ Michel DABÈNE, *Le monde de l’écrit : pratiques et représentations*, in *Illettrismes et cultures*, op. cit., p. 48.

⁵ Atelier des lettres, *La communication entre l’école et les parents peu scolarisés*, Montréal, 2003.

et école sont ainsi distordues par des différences culturelles, des méconnaissances mutuelles et des relations inégalitaires. Notre École se remet peu en question et l'État n'offre pas les moyens de mettre en place des pratiques inclusives.

Enfin, j'ai réalisé à quel point la société se complexifie de plus en plus. L'utilisation de l'écrit y est incontournable, le langage utilisé ainsi que les technologies sont de plus en plus complexes. Ce n'est pas pour rien que les résultats de l'enquête PEICA sont si choquants⁶. Si être peu ou pas alphabétisé-e était la norme il n'y a pas si longtemps, aujourd'hui l'acquisition de compétences en littératie est plus que jamais nécessaire pour participer à la société, et le niveau nécessaire de plus en plus élevé. Être considéré-e comme analphabète aujourd'hui ne veut pas dire la même chose qu'il y a cent ans. Les notions d'analphabétisme ou de littératie sont toutes relatives et liées à la société dans laquelle elles apparaissent. Ici et maintenant, cela signifie une exclusion dramatique⁷.

Tous ces éléments m'ont amenée à réfléchir sur le sens de mon travail. Comme intervenante communautaire, l'adéquation entre les causes d'un problème social et les solutions apportées est primordial. Je me suis dit qu'il y avait une certaine contradiction entre les causes de l'analphabétisme et les actions qui sont menées. En effet, si les causes sont structurelles (pauvreté, système scolaire, domination culturelle, société fondée sur des inégalités), pourquoi les solutions ne visent-elles que les individus (acquisition des habiletés chez l'adulte analphabète), et d'autant plus si elles ne fonctionnent que modestement? Je me suis dit qu'à tout le moins ces solutions étaient incomplètes.

Que faire, concrètement et immédiatement, pour reconnaître l'existence des personnes analphabètes? Elles existent, elles sont nombreuses, et elles

⁶ Le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes, ou PEICA, « est une évaluation internationale des compétences de base en traitement de l'information qui sont requises pour participer à la vie économique et sociale des économies avancées du XXI^e siècle ». Les résultats nous apprennent qu'au Québec, près d'un adulte sur deux ne possède pas les compétences requises en lecture et en écriture pour participer pleinement à la société et s'y développer. Pour en savoir plus : www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/education/alphabetisation-litteratie/peica.pdf

⁷ Sur l'évolution du discours sur l'illettrisme, un point de vue critique sur l'illettrisme, l'échec scolaire et les discours reliés, voir les passionnants ouvrages de Bernard Lahire.

font bel et bien partie de nos sociétés inégalitaires. Que faire pour permettre aux personnes de participer à la société et d'exercer leur citoyenneté? **Que faire en attendant que l'École et la société réussissent à assurer la réussite de tou-te-s?** Plutôt que de strictement travailler auprès des personnes peu alphabétisées pour qu'elles s'adaptent à la société et à son utilisation de l'écrit, **pourrions-nous aussi travailler à améliorer la société pour qu'elle soit plus inclusive?**

J'ai d'abord voulu réfléchir sur certaines pratiques que nous développons, nous, intervenantes, formatrices et animatrices, dans les groupes d'alphabétisation populaire. J'ai effectué une recherche exploratoire et rédigé un mémoire de maîtrise à ce sujet⁸. Des collègues sont allées plus loin et ont animé des démarches (auxquelles j'ai parfois contribué) avec des personnes en processus d'alphabétisation de leur organisme. Elles les ont invitées à réfléchir sur les impacts de l'analphabétisme dans leur vie, et les ont amenées à identifier des solutions possibles, puis à les hiérarchiser.

Ces démarches ont abouti à des actions qui mettaient en avant des revendications visant une adaptation de la société à la réalité des personnes peu alphabétisées. Voici les exemples qui me sont familiers⁹ :

- une action auprès du Centre local d'emploi (CLE), où le groupe a revendiqué d'obtenir de l'aide des agents pour remplir les formulaires liés aux prestations sociales (par le groupe du CÉDA¹⁰);
- *Bongour Docteur*, une action qui visait à sensibiliser les médecins et pharmaciens à être plus accessibles dans leurs communications avec les patient·e·s (par le groupe de La Jarnigoine¹¹)¹²;

⁸ Esther FILION, *Les pratiques démocratiques dans les groupes d'alphabétisation populaire : libération ou insertion culturelle?*, Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en Intervention sociale, Université du Québec à Montréal, 2005 (<http://bv.cdeacf.ca/documents/PDF/rayonalph/84419.pdf>).

⁹ Toutes ces actions ont été menées par des groupes d'alphabétisation populaire montréalais ou par l'organisme qui fédère ces groupes.

¹⁰ Comité d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne et de Saint-Henri (www.cedamtl.org).

¹¹ jarnigoine.com

¹² La vidéo de sensibilisation est disponible en ligne : www.youtube.com/watch?v=7J9JD6CXDcc



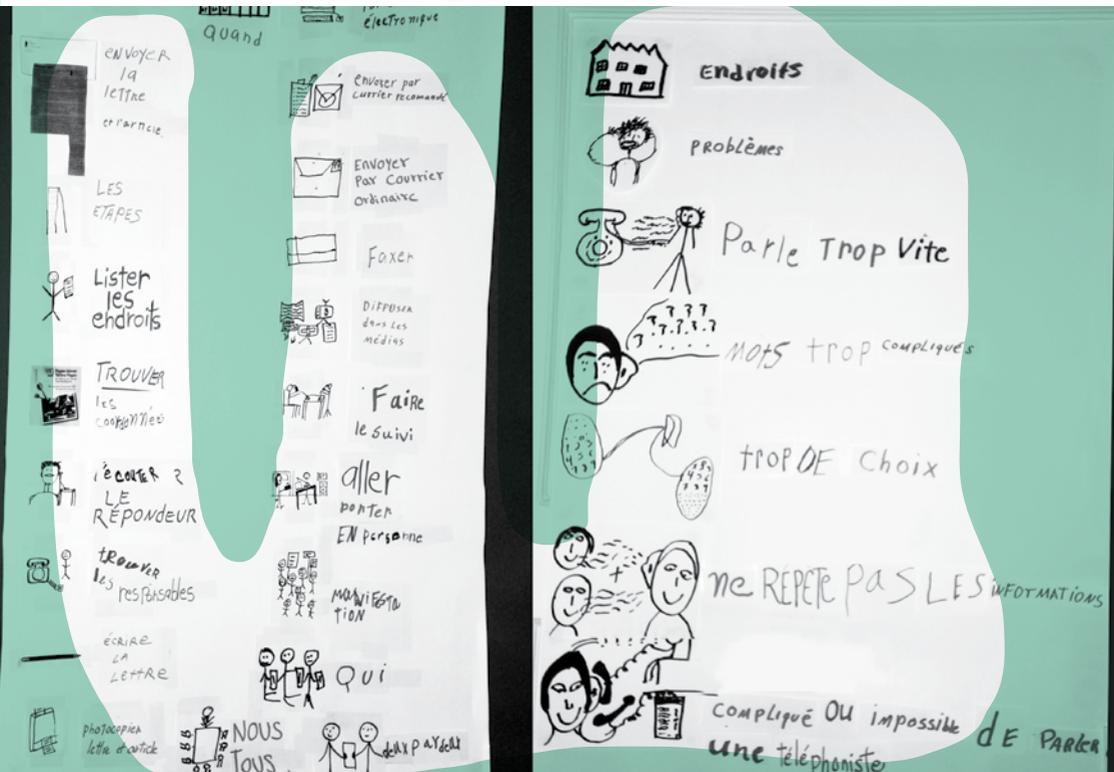
Le groupe a inscrit sa revendication dans un formulaire utilisé par le Centre local d'emploi (CLE) et lui a donné l'apparence d'un bâton de dynamite. Il est ensuite allé porter le bâton à l'accueil du CLE.

Photo : Les participant·e·s du groupe Art Action – CEDA



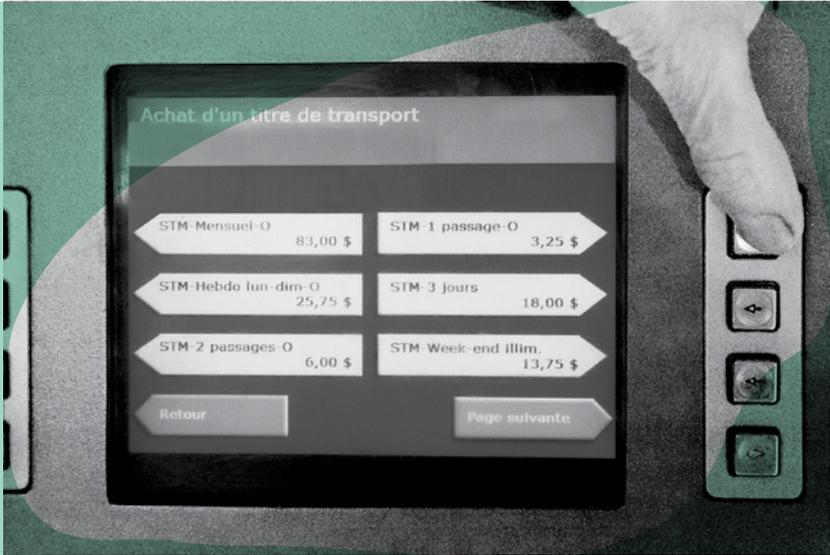
Un animateur et deux participantes présentent la vidéo « Bongour Docteur » à une classe universitaire.

- la création d'un Comité d'experts pour analyser et commenter les dépliants de promotion ou d'information des ressources du quartier dans le but de les rendre accessibles à tou-te-s (CÉDA);
- une revendication d'ajouter les photos des candidat-e-s et logos des partis politiques sur les bulletins de vote (par le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec – RGPAQ);
- l'Action répondeur, où le groupe a analysé le contenu de répondeurs à choix multiples et suggéré des améliorations aux institutions concernées (La Jarnigoine);



À gauche, la planification de l'Action répondeur et, à droite, la liste des problèmes liés aux répondeurs à choix multiples, élaborée en cours de processus.

- une action auprès de la société de transport public pour suggérer des améliorations pour l'achat des titres de transport (CÉDA) ;



Un des choix à opérer sur écran lors de l'achat d'un titre de transport public à Montréal.

Photo : Les participant-e-s du groupe Art Action – CÉDA

- la création de vidéos dans le but de sensibiliser divers-es professionnel-le-s (avocat-e-s, travailleuses sociales,...) à l'importance de communiquer de façon accessible (La Jarnigoine).

Les participant-e-s, accompagné-e-s d'animatrices, ont entrepris des actions collectives qui les ont amené-e-s à nommer publiquement l'enjeu de la reconnaissance des personnes peu alphabétisées. Il-elle-s se sont attaqué-e-s à des enjeux très concrets et précis, ce qui a augmenté considérablement leurs chances de succès. Ainsi, l'année suivant l'action au Centre local d'emploi, et après avoir réussi à rencontrer les hauts fonctionnaires, les participant-e-s ont vérifié si les pratiques avaient changé (si les employé-e-s à l'accueil du CLE offraient effectivement de l'aide), ce qui était le cas. Le film *Bongour Docteur* a été diffusé (avec une animation par une équipe comprenant des participant-e-s) dans de multiples cours fréquentés par de futurs médecins

et autres professionnel-le-s de la santé. Et il y a désormais des photos sur les bulletins de vote provinciaux.

Ces participant-e-s ont ainsi, en plus de faire valoir leurs droits, rendu plus visible (ou audible) leur réalité. Si les luttes ne se sont pas toutes soldées par une victoire, ou pas entièrement, elles contribuent au moins à donner un visage à leur communauté, ce qui est déjà un gain. Car en effet, pour que la société opère des changements, il faut d'abord qu'elle puisse connaître et reconnaître l'existence de toute une communauté qui n'a pas accès à l'écrit.

Ces projets contribuent ainsi aux luttes pour la reconnaissance menées par « les sans » : sans papiers, sans logis, sans argent, sans emploi, sans lettres¹³. Notons toutefois que ces actions sont souvent également valables pour d'autres groupes (personnes âgées, personnes nouvellement arrivées, personnes allophones), ce qui ne fait qu'augmenter leur pertinence.

Parallèlement à tout ça, pour travailler sur les causes reliées à l'analphabétisme, il y a bien sûr toutes les actions de lutte contre la pauvreté. Elles sont nombreuses, mais plus souvent coordonnées par d'autres groupes qui se consacrent à cet enjeu.

Pour que des apprenant-e-s en viennent à se mettre en action, il ne suffit pas de le décider, néanmoins. Cela nécessite un long et patient processus de conscientisation préalable. Ce processus doit permettre aux personnes, à travers des outils d'animation élaborés, de se sentir moins responsables de leur situation, d'identifier les causes structurelles (sociales et économiques) de leurs difficultés à lire et à écrire, et de se reconnaître une valeur comme êtres humains contribuant à la société de diverses manières. Ensuite, il est possible pour elles de se reconnaître le droit de revendiquer un changement, une société plus juste qui les considère et les respecte.

Les objets de lutte pourraient être infinis. Si je me fie aux problèmes soulevés par les apprenant-e-s que j'ai côtoyé-e-s, plusieurs pourraient concerner le milieu de l'emploi : revendication d'un processus d'embauche ne nécessitant

¹³ Lire à ce sujet les précieux et incontournables ouvrages d'Alex Honneth, Emmanuel Renault et Nancy Fraser.

pas de remplir un formulaire, d'accès à l'emploi sans diplôme, d'adaptation des consignes et outils de travail des ouvrier·ère·s, etc.¹⁴ Il y aurait aussi bien sûr les actions à mener envers l'École: relations avec le personnel, lieux de participation des parents, etc.

Et vos apprenant·e·s, que diraient-ils, que diraient-elles?

Esther FILION

intervenante communautaire et formatrice
coordonnatrice à Engrenage Noir (Québec)

¹⁴ Les participant·e·s de La Jarnigoine abordent cet enjeu dans la vidéo *Analphabétisme, travail et préjugés : l'accès à l'emploi* (www.youtube.com/watch?time_continue=4&v=hpKG0o-3rZw).